Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-354** **02/05/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidatures: 5 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité (AFB) :

- 1 poste de chargé de mission appui à la planification et aux acteurs (H/F) (titulaire de catégorie A/A+ ou agent contractuel) à Bordeaux (33).

Date limite de candidature : 24 mai 2018.

- 1 poste de technicien de maintenance informatique (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel) à Brest (29).

Date limite de candidature : 26 mai 2018.

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) :

- 1 poste de commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Alpes (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel) à Grenoble (38).

Date limite de candidature : 18 mai 2018.

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) :

- 1 poste de directeur adjoint (H/F) (titulaire de catégorie A+) à Paris (75) ou à Marcy l'Etoile (69).

Date limite de candidature : 1er juin 2018.

Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) :

- 1 poste de responsable du département emploi, compétences et formation (H/F) (titulaire de catégorie A) à Arnac-Pompadour (19).

Date limite de candidature : 18 mai 2018.

La sous-directrice de la gestion des carrières et de la rémunération

Noémie LE QUELLENEC

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Chargé de mission appui à la planification et aux acteurs (h/f)**
Affectation :	Direction régionale Nouvelle-Aquitaine - Mission appui à la planification et aux acteurs (MAPA)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de la mission
Résidence administrative :	Bordeaux
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication, d'un secrétariat général et, au plus près des territoires, de 10 directions régionales ou interrégionales, 3 antennes de façade maritimes et de parcs naturels marins.
La direction régionale Nouvelle-Aquitaine de l'AFB compte 96 agents et couvre 12 départements dont quatre littoraux : Charente-Maritime, Gironde, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Deux-Sèvres, Charente, Creuse, Vienne, Haute-Vienne, Corrèze, Dordogne et Lot-et-Garonne.

La direction régionale Nouvelle-Aquitaine comprend 3 services régionaux et la mission appui à la planification et aux acteurs. Elle compte également 12 services départementaux (SD) et une Unité spécialisée migrateurs (USM).
Dans le cadre de la montée en puissance de l'AFB, l'organisation et le portage des missions de la Direction régionale Nouvelle-Aquitaine sont amenés à évoluer avec la construction de partenariats locaux, notamment avec le Conseil régional (émergence d'agences régionales de la biodiversité).

Description du poste

Mission :

Contribuer au développement et à la mise en œuvre de projets et partenariats avec les acteurs de l'eau et la biodiversité. Participer à la planification dans les domaines de l'eau et de la biodiversité.

Contribuer aux actions de communications internes et partenariales.

Activités principales :

Appui aux acteurs :

- Contribuer à l'émergence de projets de reconquête de la biodiversité et participer à leur suivi, bilan, évaluation ;
- Etre le relais régional opérationnel de démarches ou projets nationaux de l'AFB (appels à projets/initiatives, programmes LIFE, concours capitales françaises de la biodiversité, etc.) et contribuer à celles engagées par nos partenaires ;
- Participer à l'installation de l'ARB puis à ses instances thématiques et le cas échéant représenter la direction régionale au sein de sa gouvernance ;
- Contribuer à l'élaboration puis à la mise en œuvre de la SRB ;
- Contribuer à l'élaboration des schémas régionaux (SRADDET) et de bassins (SDAGE Adour-Garonne et Loire-Bretagne) et participer à leur déclinaison à l'échelle des territoires (SAGE, PAOT) ;
- Contribuer à l'évaluation au niveau régional des politiques de l'eau et de la biodiversité ;
- Développer des partenariats et contribuer au développement de collaborations avec et entre les différents acteurs de la biodiversité (Etat, établissement publics, collectivités, associations, chambres consulaires, etc.) ;
- Représenter l'établissement auprès d'acteurs régionaux et départementaux, en particulier les collectivités ;
- Contribuer à l'animation et au suivi des opérations conventionnées ;
- Contribuer à l'émergence de sujets techniques stratégiques pour l'établissement et ses partenaires, en particulier la sphère Etat, et en favoriser la prise en compte dans les actions développées par le collectif Région-Etat ;
- Formuler des avis, veiller à la cohérence des projets avec les documents stratégiques (SNB/SRB, SRCE, SDAGE, SAGE, etc.).

Communication :

- En tant que correspondant communication de la Direction régionale (DR), contribuer aux actions de communication du siège, être force de proposition pour faire émerger des sujets en lien avec les services et unités de la DR ainsi qu'avec les chargés de communication des PNM et de l'antenne de façade maritime atlantique ;
- En s'appuyant sur la DICOMOB, veiller à la valorisation des actions de la DR tant en interne que dans le cadre de partenariats, en particulier avec la DREAL et les agences de l'eau ;
- Apporter un appui opérationnel à la direction en matière de rapportage d'activité ;
- Piloter l'organisation d'événements internes et contribuer aux événements partenariaux.

Relations liées au poste

Relations internes

- Directions métiers et services rattachés (pôles études et recherches, antennes de façades, parcs naturels marins)
- Directions (inter)régionales, en particulier coordonnatrices des bassins Adour-Garonne et Loire-Bretagne
- Direction et services de la direction régionale

Relations externes

- Agences de l'eau, services déconcentrés (DREAL, DDT-M), établissements publics
- Collectivités territoriales
- Chambres consulaires, socio-professionnels
- Associations
- Bureaux d'études, entreprises
- Médias

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A expérimenté ou A+, ou agent en CDI régi par le quasi-statut.
Le candidat aura une formation scientifique et technique dans le domaine de la gestion de l'eau, des milieux aquatiques ou de l'environnement.
Il disposera d'une expérience avérée de 10 ans sur des postes au sein ou en relation avec les services de l'État ou ses établissements publics et en lien avec les politiques de préservation de la biodiversité et/ou les politiques de l'eau.
Une connaissance approfondie de la gestion de projets complexes et des partenariats est indispensable.

Expériences de travail en réseau avec les collectivités et les acteurs de la biodiversité ainsi que dans le domaine de la communication.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Bonne connaissance des acteurs et institutionnels de la biodiversité et de la planification dans le domaine de l'eau
- Connaissance des collectivités, des socio-professionnels et des acteurs associatifs (protection de la nature, éducation à l'environnement, etc.)
- Connaissance du droit de l'eau et de l'environnement
- Connaissance des techniques de communication

Savoir-faire opérationnel
- Conduire un projet et mobiliser une équipe projet
- Aptitude au pilotage stratégique
- Négocier et s'adapter à différents publics
- Argumenter et porter la parole de l'établissement
- Maitriser les modes de communication
- Compétences rédactionnelles (technique et journalistique)

Savoir-être professionnel
- Autonomie
- Forte capacité d'organisation et sens des priorités
- Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative
- Sens des relations publiques
- Capacité à constituer et animer un réseau
- Disponibilité et sens de l'écoute
- Qualités relationnelles et rédactionnelles

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRNA/APA/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 24 mai 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie B
Fonction :	**Technicien de maintenance informatique (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général - département Systèmes d'information – service utilisateur et réseaux – pôle réseaux
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de pôle réseaux
Résidence administrative :	Brest (29)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le pôle réseau assure le maintien en conditions opérationnelles des applications, services et équipements collectifs (systèmes, réseaux, télécoms…) et la sécurité.

Description du poste

Mission :

Assurer le maintien en conditions opérationnelles des équipements informatiques et téléphoniques, les installations et mises à jour des logiciels sur les postes de travail et l'assistance aux utilisateurs, selon les procédures spécifiées par le Département aux Systèmes d'Information.

Activités principales :

1- Exploitation du parc informatique et téléphonique

- Maintenir en conditions opérationnelles les équipements informatiques et de télécommunication individuels et collectifs (équipements actifs des réseaux locaux, serveurs…)

- Mettre en œuvre les procédures techniques d'utilisation et d'exploitation des équipements informatiques (installations, mises à jour, sécurité informatique, antivirus, sauvegardes, etc.) et de télécommunication

- Spécifier les habilitations d'accès aux ressources informatiques en fonction des caractéristiques des utilisateurs ou des services

- Enregistrer et traiter les demandes et besoins informatiques et téléphoniques des utilisateurs

- Préparer et instruire les commandes de consommables informatiques et téléphoniques

- Préparer les équipements réformés à remettre à la Direction Nationale d'Interventions Domaniales (DNID) : sécurisation, effacement des données, transmission à la DFL (Département aux Finances et à la Logistique) des bordereaux pour sortie d'inventaire

- Mettre en service de nouveaux équipements informatiques (logiciels, matériels, etc.)

2-Assistance aux utilisateurs

- Mettre en œuvre, coordonner et suivre les prestations externes dans le cadre de marchés spécifiques, dont l'assistance informatique aux utilisateurs de premier niveau assurée par un prestataire externe

- Enregistrer et traiter les demandes informatiques relevant du périmètre d'intervention du Service Utilisateurs et Réseaux (interventions sur équipements collectifs, interventions d'assistance de niveau maitrise ou expert…)

- Assurer les opérations de mise à jour des postes de travail des utilisateurs, en tenant compte de leurs contraintes et en sécurisant leurs données

Relations liées au poste

Relations internes
Département des systèmes d'information
Personnel de la Direction générale
Utilisateurs internes (services territoriaux)

Relations externes
Utilisateurs externes (formateurs, stagiaires, etc.)
Prestataires

Profil recherché

Expérience dans des fonctions similaires souhaitée

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Maitriser les environnements informatiques actuels (matériels et logiciels)
- Connaître l'architecture d'un micro-ordinateur
- Connaître le système d'exploitation Microsoft Windows et Linux

Savoir-faire opérationnel
- Utiliser les logiciels de bureautique et clients de messagerie
- Rendre compte à sa hiérarchie
- Communiquer en interne et externe
- Former les utilisateurs

Savoir-être professionnel
- Rigueur
- Organisation et méthodologie
- Autonomie et sens de l'initiative

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/TECH/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 26 mai 2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

cget
Commissariat
général
à l'égalité
des territoires

Intitulé du poste :

Commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des alpes

Famille professionnelle CGET : Management et pilotage

Emploi type, fiche de poste de référence CGET : cadre de direction

Poste à pourvoir au 1er juillet 2018

Date de publication	27 avril 2018	
Auprès	Direction du développement des capacités des territoires Commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Alpes	
Lieu de travail	Grenoble (susceptible d'évolution)	
Catégorie	**A+**	Titulaire et contractuel
Corps / grade	Il sera retenu en priorité les candidats susceptibles d'être mis à disposition du CGET par leur administration d'origine	
Positionnement hiérarchique	**N+1** : directrice du développement des capacités des territoires **N+2** : commissaire général à l'égalité des territoires	

Mission du service et composition

Le commissariat à l'aménagement à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif des Alpes est une équipe déconcentrée du CGET composée de sept agents : un commissaire de massif, un commissaire-adjoint, trois chargés de missions, deux assistantes, répartis entre le site de Grenoble et de celui de Gap.

Le commissariat est rattaché fonctionnellement au Préfet coordonnateur du massif des Alpes qui est le Préfet de région Provence Alpes Côte d'Azur ; et hiérarchiquement à la direction du développement des capacités des territoires.

Le commissariat a pour mission de mettre en oeuvre, piloter la politique de massif : coordonner les politiques de lutte contre les inégalités territoriales et le développement des capacités des territoires sur le périmètre du massif des Alpes qui comprend deux régions (PACA et Auvergne-Rhône-Alpes) et 9 départements. Il travaille de façon partenariale avec les collectivités territoriales.

Missions caractéristiques du poste

Le/la commissaire de massif est sous l'autorité fonctionnelle et assiste directement le Préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur dans ses fonctions de Préfet coordonnateur du Massif des Alpes, ainsi que le préfet des Hautes-Alpes, délégué du préfet :

- Il/elle coordonne l'action interrégionale interministérielle,
- Il/elle assure l'animation et le secrétariat des instances de massif (comité de massif ; commissions thématiques) et participe aux travaux et réunions du Conseil national de la montagne
- Il/elle assure le suivi des programmes interrégionaux,
- Il/elle anime l'équipe du commissariat,
- Il/elle participe à la politique nationale, européenne et internationale des Alpes (notamment la Convention alpine et la stratégie européenne pour la région alpine) et de la montagne en général.

Les actions conduites par le/la commissaire de massif doivent concourir :

- à renforcer l'identité du massif, dans un but de conforter sa notoriété et son attractivité,
- à développer le potentiel économique du massif, dans une logique de développement durable,
- à veiller au maintien des équilibres de préservation des ressources propres au massif,
- à assurer la cohésion entre les différents types de territoires (moyennes et hautes montagnes, vallées, villes portes, piémonts,…)
- à favoriser l'insertion du massif dans les grands courants de coopération notamment européenne.

Activités	*Niveau de déploiement*	
	Occasionnel	*En continu*
Piloter l'élaboration des documents stratégiques pour le massif, coordonner leur mise en œuvre et évaluer leurs effets (dont l'actuelle SIMA)		**X**
Assurer le secrétariat général des instances du massif (comité de massif, commissions thématiques) et participer aux travaux et réunions du Conseil national de la montagne	**X**	
Coordonner les missions d'instruction des dossiers gérés par l'équipe et suivre ceux assurés par les services de l'Etat (DDT(M), DREAL, DIRECCTE, SGAR)		**X**
Assurer le suivi financier des crédits pour les territoires du massif propre à l'Etat ainsi qu'assurer une veille sur les outils d'intervention et de mobilisation des partenaires financiers		**X**
Susciter et animer des partenariats permettant de développer et valoriser le massif	**X**	
Accompagner les porteurs de projet du territoire et animer des projets structurants sur des sujets relatifs à la politique de massif	**X**	
Représenter le commissariat de massif et le CGET auprès des acteurs du massif et en mission.		**X**
Assurer le reporting au Préfet coordonnateur de massif, assister le préfet des Hautes Alpes dans sa délégation et travailler en lien avec les équipes en SGAR et en préfectures.		**X**
Management de l'équipe		**X**

Savoirs formalisés (Connaissances et savoirs techniques)	*Niveau de qualification*			
	Initiation	*Pratique*	*Maitrise*	*Expertise*
Connaissance de l'organisation administrative de l'Etat et des collectivités, des procédures administratives				**X**
Politiques de développement local, de l'aménagement des territoires			**X**	

Connaissance des enjeux, dispositifs et acteurs liés aux territoires de montagne, des thématiques traitées dans le schéma de massif			X	
Outils d'ingénierie financière (national et européen)			X	
Pilotage de projet, démarches multipartenariales				X

Savoirs d'action	*Niveau de qualification*			
	Initiation	*Pratique*	*Maitrise*	*Expertise*
Constitution et animation de réseaux				X
Capacité d'adaptation et d'anticipation, réactivité				X
Animation d'équipe			X	
Capacité d'analyse et synthèse				X
Sens du dialogue et de la négociation				X
Force de propositions			X	
Autonomie			X	

Réseau relationnel	*Niveau de sollicitation*	
	Occasionnel	*En continu*
Collectivités territoriales		X
Consulaires, acteurs du développement local		X
Porteurs de projets		X
Services de l'Etat (département, région, central)		X

Formation (diplômes, certificats…)	Diplôme d'ingénieur ou Master d'aménagement /développement territorial (Bac+5 minimum). Une formation liée au moins partiellement à l'environnement de montagne serait un plus.
Expérience (ancienneté, qualifications…)	Expérience nécessaire d'au moins 10 ans en gestion de projets et management d'équipes en lien avec l'Etat et les collectivités, si possible dans des contextes complexes et multi partenariaux.
Conditions particulières d'exercice	Grande disponibilité, horaires de travail sur large plage, mobilité fréquente avec des déplacements réguliers à Marseille, Lyon, Gap et l'ensemble du massif des Alpes, d'Annemasse à Menton + Déplacement au siège du CGET (Paris) et dans les pays de l'arc alpin

Personnes à contacter et modalités d'envoi des candidatures

Sophie Duval-Huwart
directrice du développement des capacités des territoires
01 85 58 62 63

Habsa Sall-Banor
Gestionnaire ressources humaines
01 85 58 63 09

Candidatures (CV + lettre de motivation) à adresser par mail à :
CGETrecrutement@cget.gouv.fr jusqu'au 18 mai 2018 inclus.

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International »

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Directeur adjoint

Catégorie A+ Vacant

Classement parcours professionnel : 3

Début de mission estimée : 1er septembre 2018

Affectation géographique : Paris ou Marcy l'Etoile (69, Lyon métropole)

Profil statutaire : CADRE A+ du Ministère de l'Agriculture, et de l'Alimentation (MAA)

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Les 17 institutions membres qui participent au GIP FVI couvrent la palette des compétences de la santé publique vétérinaire. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-Saharienne, au Moyen-Orient, en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du GIP FVI est constituée de 8 ETP (5,3 ETP cadres et 2,7 ETP assistants de gestion) dont une partie (6) est mise à disposition du GIP par le MAA. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, l'équipe du GIP mobilise chaque année environ 100 experts court-terme (1 à 2 semaines) pour environ 250 missions annuelles, ainsi que quelques permanents résidents ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants) et organise l'accueil de délégations étrangères. Le portefeuille annuel d'une cinquantaine de projets gérés par l'équipe de FVI et dont le financement est d'ampleur très variable (de 10 k€ à 1M€/an) et exclusivement consacré à la mobilisation de l'expertise (pas d'investissement) représente en moyenne 2 millions d'euros par an. Un accord de partenariat spécifique entre FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte Cirad-FVI de formation en élevage et médecine vétérinaires en régions chaudes, à Montpellier, constituée de 7 personnels Cirad et conduite par un cadre de FVI (fonctionnement de l'équipe pris en charge par le Cirad).
OBJECTIFS DU POSTE	Le directeur adjoint assiste le directeur dans la définition et la mise en œuvre des orientations stratégiques du groupement et de sa politique de développement. Il lui apporte son appui dans le pilotage, la supervision, l'arbitrage, l'organisation des moyens et ressources, la coordination de l'équipe. Il participe à l'initiation, à la négociation et au suivi de tous les nouveaux partenariats, dans l'objectif de constituer et maintenir le réseau international de collaborations de France Vétérinaire International. Il assure également la préparation et la gestion de certaines opérations de coopération, sur convention ou sur appels d'offres.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	Le directeur adjoint est plus particulièrement chargé, en lien avec le directeur, de : • La définition de la stratégie, la communication et les actions de « lobbying » ; • L'établissement des rapports d'activité techniques et financiers pour les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale du GIP FVI ; • Le maintien des relations institutionnelles, contractuelles et opérationnelles avec les membres du GIP FVI, les services compétents des pays bénéficiaires de projets, le réseau d'experts, et les opérateurs partenaires, notamment Expertise France ; • La négociation des partenariats pour les opérations réalisées en consortium ; • La supervision, pour l'ensemble des opérations du GIP, de la formulation des offres, l'identification et la mobilisation de l'expertise, la mise en œuvre de l'opération aux plans techniques et financiers (instruction, mise en œuvre, suivi et évaluation), et peut être chargé d'opérations en propre ; • La supervision du bon fonctionnement des procédures de gestion et communication interne entre les 3 sites d'implantation de FVI et de la qualité de la base de données

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">partagée relative aux experts et actions de coopération ;
• La programmation et l'organisation des réunions du réseau des correspondants (RESCO) ;
• La participation à l'accueil de délégations étrangères et à l'organisation d'évènements ;
• Et de manière générale, et en tant que de besoin, il supplée le Directeur dans ses fonctions et participer à toute activité de l'équipe du GIP requérant ses compétences.
Déplacements à Paris, Lyon, Montpellier ainsi qu'à l'étranger dans le cadre du suivi des projets, de missions de prospections ou d'expertise propre.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Membres du GIP FVI : Etat (CGAAER, DGPE, DGAL et DGER du MAA ; DGM du MEAE), autres membres publics (ADILVA ; ANSES ; CIRAD ; ENVA ; VetAgro Sup ; Oniris ; ENVT ; INFOMA), membres privés (CVPFI ; AVSF ; SIMV ; Institut de l'Elevage) et leurs experts ; partenaires nationaux et internationaux institutionnels (OIE, FAO, Commission Européenne, Pays tiers, …) ou privés (bureaux d'études, cocontractants de consortium, …).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- maîtrise de l'anglais nécessaire ;
- pratique d'une autre langue étrangère bienvenue ;
- capacité rédactionnelle et réactivité pour les réponses aux appels d'offres.</td><td>- aptitude prononcée pour le travail en équipe et la communication, y compris en situation interculturelle ; aptitude affirmée pour les relations avec membres et partenaires de FVI ;
- capacité d'innovation et autonomie ; maîtrise des outils informatiques courants ;
- expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ;
- souhaité : expérience de coopération internationale.</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à contact@fvi-atf.org avant le 1er juin 2018</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Olivier FAUGERE, Directeur du GIP-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile.
Tél : 04.78.25.45 – courriel : olivier.faugere@fvi-atf.org

Marie Frédérique PARANT, Directrice adjointe du GIP-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : marie-frederique.parant@fvi-atf.org

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Jean Baptiste FAURE- Sous-Directeur International – DGPE : 01 49 55 53 41 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à Aliocha NGUYEN, BMSA-DGPE : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">http://www.france-vet-international.org http://formation-elevage-suds.cirad.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut français du cheval et de l'équitation

Route de Troche – 19230 Arnac-Pompadour

Responsable du département emploi, compétences et formation (DRH)

N° du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 2	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de : - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	Le responsable de département assure le pilotage du département dont il a la charge. Il propose et met en oeuvre, dans son domaine, la politique adaptée à la stratégie de l'Ifce. Le département est composé de 7 agents : 1A, 3B, 3C.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Activités principales en tant que responsable de département** - Pilote et anime l'activité de son département - Supervise les agents qui sont sous sa responsabilité - Planifie et distribue le travail aux différents membres de son département - Fixe les objectifs individuels ; construit et suit des tableaux de bord de suivi des activités et d'évaluation des résultats - Organise et fait fonctionner son département dans une logique de qualité de service rendu - Coordonne l'activité avec les autres départements - Anticipe, gère et modère les divers types de risques relevant de son département - Contribue au recrutement et à la formation du personnel de son département - Assure le relationnel avec les partenaires internes et externes - Collabore à des groupes de travail et anime des réunions - Assure la gestion du budget et des achats publics **Activités spécifiques au responsable du département emploi, compétences et formation** - Actualise les outils d'analyse et de suivi quantitatifs (SIRH, tableau des emplois…) et qualitatifs (référentiels, cartographies…) de

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">l’emploi et des compétences
- Diagnostique les besoins et ressources futurs en matière d’emplois, métiers et compétences de l’établissement
- Identifie des viviers de compétences et les métiers critiques ou sensibles de l’établissement
- Accompagne les directions dans la mise en œuvre des plans d’actions RH et des outils de gestion de l’emploi et des compétences (en lien avec l’organisation des recrutements, des promotions et des formations)
- Exerce une veille sur l’évolution des emplois et des compétences (marché de l’emploi, dispositifs de formation, évolutions technologiques, législation…)
- Pilote et anime des travaux d’identification des emplois et des compétences, des groupes d’experts métiers
- Pilote la cellule accompagnement : rencontre des agents sur les différents sites IFCE, réalisation d'entretiens individuels et aide personnalisée au déroulement de carrière
Un investissement particulier est à avoir quant à la mise en place du plan d'accompagnement personnalisé qui interviendra avec la signature du COP.

Activités annexes
- Représente l'IFCE auprès des acteurs externes
- Réalise une veille juridique sur les textes et la jurisprudence en lien avec l'activité de son département</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne :
- Ensemble des agents de son département et de l'ifce
- Directeurs des directions centrales et de délégations territoriales
- Organisations syndicales

En externe :
- Prestataires,
- Bureaux de gestion du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation,
- Bureau de l'Observatoire des missions et des métiers
- Igaps</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de la filière et de ses institutions
- Achats publics
- Emplois et compétences
- Techniques de formation continue
- Utilisation de logiciels
- Gestion de projet
- Management
- Expression écrite
- Expression orale</td><td>- Etre force de proposition et d'initiative
- Avoir le sens des relations humaines
- Avoir le sens de l'efficience
- Savoir gérer les situations difficiles</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme Isabelle POUGET BERTELOITE, Responsable du département emploi, compétences et formation - Tél. : 05 55 73 83 70 ou 06 20 07 70 28
courriel : isabelle.pouget@ifce.fr
M. Philippe CHANTEUR, Directeur des Ressources Humaines et Secrétaire général de l’IFCE – 05 55 98 59 17 – 06 72 77 05 99
Courriel : philippe.chanteur@ifce.fr</td></tr>
</table>